

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
COMMUNE
DE
SAINT-PIERRE



Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal

Arrondissement de
SELESTAT-ERSTEIN

Séance du 13 septembre 2021

Nombre des conseillers
élus : 15
Conseillers en fonction : 15
Conseillers présents :

Sous la présidence de M. Denis RUXER, Maire

Excusées : Mme Estelle MONPEYSEN qui donne
procuration à Mme Chantal D'ALPAOS, Mme Stéphanie
POOS qui donne procuration à Mme Sandrine SOLLE, Mme
Valérie CREUTZBURG qui donne procuration à Mme Nadia
SCHWAB

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 28 juin 2021
2. Avis du domaine valeur vénale bâtiment 1 rue de l'église
3. Modification pacte financier fiscal communauté de communes Barr Bernstein
4. Mise à jour du document unique par le centre de gestion du Bas-Rhin
5. Changement de la durée hebdomadaire ATSEM
6. Mise à jour délibération des indemnités horaire pour travaux supplémentaires
7. Désignation de référents territoriaux « ambroisie »
8. Bilan annuel 2020 réseaux ENEDIS
9. Rapport d'activité syndicat mixte bassin de l'Ehn-Andlau-Scheer 2020
10. Rapport annuel SMICTOM 2020
11. Divers

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 28 juin 2021

Le procès-verbal de la séance du 28 juin 2021 a été adopté à l'unanimité.

2. Avis du domaine valeur vénale bâtiment 1 rue de l'église

La mairie a réceptionné l'avis du domaine sur la valeur vénale concernant l'ensemble immobilier composé d'un immeuble de 9 appartements dans une maison de caractère d'une maison de caractère, d'une maison individuelle d'habitation, de dépendances délabrées et d'un terrain à bâtir situés au 1 rue de l'église à Saint Pierre.

L'ensemble immobilier a été estimée à 991 950€ hors taxes assorti d'une marge d'appréciation de 10%.

Des travaux sont à prévoir.

Une réflexion va être menée sur la viabilité du projet avec l'aide de l'Établissement Public Foncier.

3. Modification pacte financier fiscal communauté de communes Barr Bernstein

Le maire présente le projet de modification du pacte financier de la communauté de communes Barr Bernstein aux membres du Conseil Municipal qui devront délibérer à ce sujet. M. HAULLER, président ou M. KOBLOTH, vice-président de la CC Barr Bernstein sont disponibles, si nécessaire, lors d'une prochaine séance pour plus d'informations à ce sujet.

4. Mise à jour du document unique par le centre de gestion du Bas-Rhin

Vu l'article L.4121-3 du Code du Travail relatif à la mise en oeuvre des actions de prévention garantissant un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs ;

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 SEPTEMBRE 2021

Vu l'article R.4121-1 du Code du Travail portant sur la rédaction à tout employeur, la réalisation de l'évaluation des risques ;

Vu l'article R.4121-2 du Code du Travail portant sur la mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le Décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant mise à jour d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs ;

Vu le code de la commande publique, et notamment les articles L2113-6 et 2113-7 ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du Bas-Rhin en date du 12 mars 2020,

Considérant que la mise à jour du Document Unique est une obligation pour les collectivités territoriales ; la commune dispose du document unique et que, en application de l'article R.4121-2 du Code du Travail, la mise à jour du document unique est une obligation pour les collectivités territoriales.

Considérant que dans le cadre de sa mission d'assistance aux Collectivités et Établissements Publics affiliés dans le domaine de la prévention en hygiène et sécurité du travail, le Centre de Gestion du Bas-Rhin propose une intervention pour l'accompagnement des collectivités et établissements affiliés dans la mise à jour du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels ;

Considérant que pour aboutir à des effets d'économie d'échelle, une mutualisation des procédures de passation des marchés et une garantie de même niveau de prestation pour l'ensemble des collectivités affiliées au Centre de Gestion du Bas-Rhin désirant mettre à jour le Document Unique, la formule du groupement de commandes est la plus adaptée ;

Considérant la proposition de Monsieur le Maire en vue de la mise à jour du Document Unique d'évaluation des risques professionnels et après avoir pris connaissance de la convention constitutive du groupement de commandes relative au marché unique de prestations de mise à jour de documents uniques d'évaluation des risques professionnels, arrêtée et proposée par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion du Bas-Rhin.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant d'adhésion à la convention constitutive du groupement de commandes dont les dispositions sont les suivantes :

- Le Centre de Gestion du Bas Rhin sera coordonnateur du groupement et chargé de procéder, dans le respect des règles prévues le code de la commande publique, et notamment les articles L2113-6 et 2113-7, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un prestataire.
- La commission d'appel d'offres compétente pour retenir le prestataire sera celle du Centre de Gestion du Bas-Rhin.
- Le Centre de Gestion du Bas-Rhin signera le marché, le notifiera et l'exécutera au nom de l'ensemble des membres du groupement, chaque membre du groupement s'engageant, dans la convention, à exécuter ses obligations à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés dans l'avenant d'adhésion.

Précise que les crédits nécessaires à la mise à jour du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels seront prévus au Budget Primitif.

Adopté à l'unanimité

5. Changement de la durée hebdomadaire ATSEM

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 SEPTEMBRE 2021

VU le décret n° 2008-463 du 15 mai 2008 modifiant le décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires ;

VU la saisine du Comité Technique Paritaire en date du 10 septembre 2021;

Considérant que Madame DELACOURT Mélanie accepte la modification de sa durée hebdomadaire de service par courrier du 9 septembre 2021;

Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré,

DECIDE à compter du 1^{er} octobre 2021

- **DE SUPPRIMER** le poste d'ATSEM 2^{ème} classe, contractuel avec un coefficient d'emploi de 14,25 / 35^{èmes} ;
- **DE CREER** le poste d'ATSEM 2^{ème} classe, contractuel avec un coefficient d'emploi de 16,25/ 35^{èmes} ;
- **DE PUBLIER** la vacance de poste auprès du Centre de Gestion ;

Adopté à l'unanimité

6. INDEMNITÉ HORAIRE DE TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES : MISE À JOUR DES CADRES D'EMPLOI

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 88 et 111,
- Vu le décret n° 91-875 du 6 Septembre 1991 modifié portant application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- Vu la délibération en date du 6/07/2001 adoptant l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail au sein de la collectivité,
- Vu la délibération du 21/01/1996 et du 3/06/2008 instituant le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.),
- Entendu M. le Maire qui explique que les cadres d'emplois concernés doivent être mis à jour compte tenu de la sollicitation d'heures supplémentaires pour les agents du service technique,

Considérant que la notion d'heures supplémentaires correspond soit aux heures effectuées à la demande de l'autorité territoriale ou du chef de service, ou bien aux heures effectuées dès lors qu'il y a eu un dépassement de la durée réglementaire de travail ;

Considérant que cette notion d'heures supplémentaires s'applique en considération de certaines conditions liées au grade, à l'emploi ou aux fonctions ;

Le maire propose à l'Assemblée :

De déterminer comme-suit le versement du dispositif indemnitaire horaire pour heures supplémentaires :

BENEFICIAIRES

L'indemnité horaire pour heures supplémentaires peut être attribuée aux agents titulaires, stagiaires ou contractuels, employés à temps complet ou à temps partiel, de catégorie C ou B.

Les fonctionnaires et agents contractuels à temps non complet, de catégorie C ou B, amenés à effectuer des heures au-delà de la durée normale définie lors de la création de l'emploi qu'ils occupent, seront rémunérés sur la base horaire résultant d'une proratisation de leur traitement, heures dites complémentaires, tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée du cycle de travail défini par la collectivité pour les agents à temps complet.

Lorsque les heures supplémentaires effectués par un agent à temps non complet dépassent les bornes horaires définies par le cycle de travail, leur montant sera calculé conformément au décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

- DÉCIDE d'instituer le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.) pour aux agents titulaires, stagiaires ou contractuels, employés à temps complet ou à temps partiel, de catégorie C ou B relevant des cadres d'emplois suivants :
 - Rédacteurs
 - Adjoint administratifs
 - Adjointes techniques territoriaux.
 - ATSEMS
 - Agents d'entretien

MONTANT

Le nombre d'heures supplémentaires ne peut dépasser le contingent mensuel qui est d'une durée limitée de 25 heures, modifiable en cas de circonstances exceptionnelles

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Prend acte des dispositions relatives au versement de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires,

Attribue aux agents pouvant y prétendre, le versement des heures dites complémentaires, et à défaut de possibilité de récupération,

DÉCIDE d'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires au budget de la collectivité et charge le Maire de procéder aux attributions individuelles en tenant compte des conditions de versement arrêtées par la présente délibération.

Précise que les dispositions de cette délibération prendront effet à compter de la transmission de cette délibération au contrôle de légalité, et de sa publication ou affichage.

Adopté à l'unanimité

7. Désignation de référents territoriaux « ambroisie »

Par courrier du 9 juin 2021, la préfecture demande la nomination de référents territoriaux
Le maire se porte volontaire. Une formation est déjà prévue courant septembre organisée par le CNFPT.

Le conseil décide de nommer M. RUXER Denis, référent territorial « ambroisie »

Adopté à l'unanimité

8. Bilan annuel 2020 réseaux ENEDIS

Le maire présente le bilan annuel 2020 aux membres du Conseil qui est disponible en mairie aux heures d'ouverture au public

9. Rapport d'activité syndicat mixte bassin de l'Ehn-Andlau-Scheer 2020

Le maire présente le rapport d'activité 2020 aux membres du Conseil qui est disponible en mairie aux heures d'ouverture au public

10. Rapport annuel SMICTOM 2020

Le maire présente le rapport d'activité 2020 aux membres du Conseil qui est disponible en mairie aux heures d'ouverture au public

11. Divers

11.1 Désignation d'un élu pour prise de décision d'une déclaration préalable déposée par le Maire

Le Maire informe l'assemblée qu'il a déposé une demande de déclaration préalable N° 067 429 21 R0024 en date du 31/08/2021.

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 SEPTEMBRE 2021

Or l'article L.422-7 du code de l'urbanisme dispose que « si le Maire est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis de construire ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel soit comme mandataire, le conseil municipal désigne un autre de ses membres pour prendre la décision. »

Monsieur le Maire demande donc à l'assemblée de désigner un élu pour prendre la décision relative à la délivrance de la déclaration préalable,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de désigner Monsieur Philippe MULLER pour prendre la décision et autres actes relatifs à la déclaration préalable n° 067 429 21 R0024

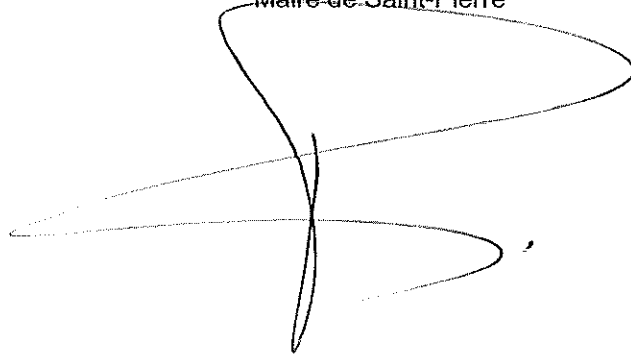
Adopté à l'unanimité

- Une réunion sera organisée prochainement pour terminer les travaux concernant l'aménagement de l'Espace culturel à ciel ouvert
- Le maire a présenté pour avis le projet d'aménagement de 2 plateaux pour freiner la circulation qui seront posés avant la pose d'enrobés sur la rue principale. Une réunion publique sera organisée à cet effet
- La secrétaire de mairie prendra sa retraite en 2022. Pour que la passation se fasse dans les meilleures conditions, le recrutement aura lieu avant la fin de l'année pour une formation approfondie pendant quelques mois en 2022.

Saint-Pierre, le 16 septembre 2021

Denis RUXER

Maire de Saint-Pierre

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned below the printed name of the Mayor.

